

Seul l'exposé prononcé fait foi

Conférence de presse annuelle du 25 avril 2005

Politique de croissance

Ueli Forster, président d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

Améliorer la croissance : voilà l'idée qui sous-tend les réflexions des milieux économiques en matière de politique économique. C'est le principal défi auquel est confronté notre pays. Mais il ne s'agit pas de tomber dans le fétichisme. Tout découle de la certitude qu'il est plus facile de maîtriser le défi démographique et de consolider la position de la Suisse dans le monde - principaux objectifs fixés par le Conseil fédéral pour la législature en cours en plus d'assurer la prospérité du pays – dans le cadre d'une croissance durable que sans elle.

Une politique économique convaincante axée sur la croissance s'appuie sur l'offre, car la croissance ne peut naître que d'un plus grand investissement en travail ou de l'accroissement de la productivité. Elle passe par l'accumulation de capital réel et de capital humain, ainsi que par le progrès technique. Mais les facteurs premiers de la croissance que sont le travail, le capital et la technologie ne sont pas des éléments isolés. Il faut que quelqu'un les mette ensemble. La croissance est impensable sans les entreprises. Elle l'est encore moins si on leur fait obstacle. Car les entreprises sont le quatrième facteur de la croissance. Avons-nous suffisamment de chefs d'entreprise et d'entreprises dynamiques ? Cela dépend dans une mesure décisive des conditions-cadre de l'Etat. Celles-ci définissent non seulement les incitations ou conditions dans lesquelles les facteurs de croissance peuvent se développer, elles influencent aussi de nombreux éléments « soft » tels que la propension à prendre des risques, l'attitude à l'égard des technologies modernes, l'ouverture à la nouveauté, l'acceptation des bénéfices, l'estimation sociale de la valeur des activités d'entreprise, la confiance dans les marchés et la volonté de jouer le jeu de la concurrence (Horst Siebert).

La conception de la politique de croissance du Conseil fédéral, qui mise sur la création du produit intérieur brut, est la bonne. Cela ne change rien au fait que la mesure du PIB, de l'investissement en travail et de la productivité donne lieu à de nombreux problèmes de méthode et à un certain flou sur les données. Je dis cela à tous ceux qui pensent qu'il est plus facile de dégager de la croissance par la demande. Cela ne sert à rien de jouer la politique de l'offre contre celle de la demande. Il est bien plus important d'associer les approches de l'offre et de la demande dans une stratégie cohérente. Une politique axée sur l'offre ne se limite pas exclusivement aux économies de coûts. Elle englobe aussi la mise à disposition d'une infrastructure économique performante, surtout d'un système éducatif qui forme des travailleurs qualifiés et motivés et façonne une politique de la recherche qui crée pour les entreprises des conditions d'innovations axées sur le marché.

Il n'y a certainement rien à objecter à l'égard d'une politique de la demande orientée vers la stabilité pour compenser une demande instable dans l'ensemble de l'économie au cours du processus de croissance. Vouloir accorder à la politique de la demande des possibilités d'application plus étendues pour surmonter une faiblesse de croissance, c'est faire fi non seulement des connaissances théoriques, mais aussi de nombreuses expériences pratiques. Il ne faudrait pas oublier les enseignements négatifs tirés des programmes étatiques d'impulsions et des programmes conjoncturels.

La politique monétaire actuelle joue son rôle dans une telle politique de la demande. Il serait téméraire d'exiger encore davantage. Il faudrait bien plutôt se demander à cet égard pourquoi, contrairement au passé, la politique expansionniste ne parvenait pas à stimuler l'économie, ni à accroître la demande d'investissements. Il est possible qu'avec la mondialisation des marchés financiers, l'orientation de la valeur actionnariale, etc., les conditions du fonctionnement de la politique monétaire traditionnelle se soient modifiées. En revanche, dans les conditions actuelles, la politique financière n'est pas là pour servir la politique de la demande. Il est essentiel de consolider le budget de la Confédération, car des finances publiques saines constituent la base indispensable d'un développement économique durable et de la stabilité sociale. Il est absurde, avec les tendances actuelles, d'évoquer les « économies à tous crins ». Il y a confusion au niveau du langage si l'on conçoit déjà comme économie l'abandon d'une dépense supplémentaire planifiée.

Il est constamment nécessaire de revoir les normes et les grands principes de la politique économique. economiesuisse y voit l'une de ses principales tâches. Un bref

examen des événements de politique économique depuis l'annonce du programme de croissance du Conseil fédéral lancé au début de 2004 dégage une image mitigée.

Les propositions formulées par le Conseil fédéral pour réviser la loi sur le marché intérieur sont sans aucun doute des signes réjouissants que nous soutenons. De même, le programme d'allègement 04 va dans la bonne direction et le Conseil fédéral mérite pour cela reconnaissance et respect. Il n'en existe pas moins un risque sérieux de relâchement de la discipline de politique financière au Parlement si l'on songe aux décisions de politique sociale et à celles relatives à l'infrastructure ferroviaire.

Malheureusement, les incohérences l'emportent si l'on prend les exigences de la politique de croissance comme étalon. C'est notamment le cas des aspects suivants:

- propositions de réforme de l'imposition des entreprises 2 qui sera dans le meilleur des cas une réformette
- recherche laborieuse d'un système éducatif crédible pour l'avenir
- propositions de poursuite de la politique agricole qui n'offre ni perspectives fiables aux agriculteurs, ni durabilité dans le cadre des négociations commerciales de l'OMC
- propositions d'ouverture du marché de l'électricité dont l'efficacité est détruite par des subventions et des incitations contestables
- renvoi de tous les problèmes aigus dans le secteur de la santé
- politique en zigzag pour soulager les entreprises sur le plan administratif de telle manière que la main droite ne sait pas ce que fait la gauche.

Le Conseil fédéral doit se montrer plus cohérent en matière de politique de croissance et de réforme et proposer des mesures qui accordent plus de poids aux impulsions de croissance qu'aux positions acquises freinant la concurrence.

Comme le disait Ludwig Erhard, la politique économique est faite à 50 pour cent de psychologie. C'est pourquoi beaucoup dépend des acteurs économiques que sont les ménages et les entreprises. Pour la politique économique, cela signifie que les attentes portant sur l'évolution future des conditions de l'offre sont encore plus importantes que ce qui se passe dans le présent. A partir du moment où la mondialisation des marchés pose de plus grandes exigences d'adaptabilité aux entreprises et de flexibilité aux marchés du travail, le cadre étatique doit au moins être fixé de telle manière que les acteurs économiques puissent s'y tenir. Ce cadre général d'une économie est constitué de dispositions constitutionnelles qui, sur la durée, créent des incitations comportementales pour les sujets économiques, mais leur fixent en même temps des limites, de telle manière que l'activité économique privée puisse se développer et que les marchés puissent exercer leur fonction d'orientation. Les

règles institutionnelles doivent en même temps couvrir le champ d'action des acteurs de la politique économique. Mais nous savons aussi que dans un monde en perpétuelle mutation, il faut un système social qui apporte aux hommes la sécurité sans pour autant nuire à leur motivation et à leur capacité d'innovation.

Même si pour l'économie, bien des choses laissent à désirer, nous devons veiller à ne pas céder à la tentation de peindre le diable sur la muraille. Il n'y a pas de raison d'aller dans ce sens. Ceux qui voient tout en noir risquent finalement de perdre le sens de ce qu'il faut faire pour que les choses aillent bien.

Zurich, le 25 avril 2005